



## PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

### **Arrêté préfectoral imposant à la S.A. QUALISTOCK des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à TEMPLEMARS**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais  
préfet du Nord,  
officier de la légion d'honneur  
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié;

VU les différentes décisions préfectorales, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 janvier 1999 modifié le 27 mai 2002, relatives aux activités exploitées par la S.A. QUALISTOCK à TEMPLEMARS 12 rue de l'Epinoy Z.I. ;

VU la lettre en date du 2 octobre 2002 de la S.A. QUALISTOCK demandant une modification de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1999 susvisé, modification portant sur les volumes des activités classées relatives au stockage de produits dangereux;

VU le rapport de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 18 février 2003;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

**ARRETE**

## ARTICLE 1

La Société QUALISTOCK, dont le siège social est situé 12 rue de l'Epinoy – Zone d'Activités – 59175 TEMPLEMARS est tenue de respecter les prescriptions du présent Arrêté.

## ARTICLE 2

Le tableau de l'article 1.1 de l'Arrêté Préfectoral du 26 janvier 1999 est modifié comme suit :

Libellé en clair de l'installation	Rubrique de classement	Classement A/AS/D/NC
<p><u>Dépôt de liquides inflammables</u></p> <p>*350 m<sup>3</sup> de liquides inflammables de 1<sup>o</sup> catégorie *350 m<sup>3</sup> de liquides inflammables de 2<sup>o</sup> catégorie</p> <p>Ces liquides sont conditionnés en bouteilles, fûts ou conteneurs de volume maximum de 1 m<sup>3</sup> et sont stockés dans une même cellule. Soit une capacité totale équivalente de 750 m<sup>3</sup>.</p>	<p>1430 1432.2.a</p>	A
<p><u>Stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs</u></p> <p>Stockage maximum de 4,4 millions de cartouches de chasse représentant une masse globale de matière active de 7,5 tonnes (1,7 g de matière active en moyenne par cartouches)</p>	1311-2	A
<p><u>Stockage de substances et préparations toxiques</u> telles définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation : 50 tonnes de substances et préparations liquides et solides, la part des produits solides sera strictement inférieure à 50 tonnes, celle des produits liquides peut dépasser 10 tonnes.</p>	<p>1131-1c  1131-2b</p>	<p>D  A</p>
<p><u>Dépôts de produits Agro-pharmaceutiques</u>, à l'exclusion des substances et préparations très toxiques et des substances visées par la rubrique "substances toxiques particulières"</p> <p>La quantité de produits agro-pharmaceutiques susceptible d'être présente dans l'installation étant de 370 tonnes dont 70 tonnes de produits toxiques.</p>	1155-2	A
<p><u>Solides facilement inflammables</u> à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques</p> <p>La quantité totale susceptible d'être stockée dans l'installation étant 3 tonnes.</p>	1450-2a	A

Libellé en clair de l'installation	Rubrique de classement	Classement A/AS/D/NC
<u>Stockage de Péroxydes organiques</u> Péroxydes organiques et préparations en contenant de la catégorie de risques 3 et de stabilité thermique S3 : la quantité totale susceptible d'être stockée dans l'installation étant 1600 kg	1212-5b	D
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, à l'exception de ceux visés explicitement par d'autres rubriques.  La capacité de stockage maximale étant limitée à 125 tonnes de flacons d'aérosols, représentant 25 tonnes de gaz propulseur.	1412.2.b	D
<u>Ateliers de charge d'accumulateurs</u>  La puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération étant de 3,96 kW	2925	NC
<u>Combustion</u> à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167C et 322 B4  La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde.  2 installations de combustion alimentées au gaz naturel d'une puissance totale de 370 KW	2910	NC

L'établissement est classé SEVESO SEUIL BAS

### ARTICLE 3-

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

### ARTICLE 4-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire de TEMPLEMARS,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :


- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de TEMPLEMARS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

FAIT à LILLE, le 18 MARS 2003

Le préfet,  
P/Le préfet  
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX

Pour ampliation,  
P/Le chef de bureau délégué,



C. LECLERCQ